

## Fonctionnaires et militants, un exercice de citoyenneté

---

Retranscription de l'intervention de **Claude Rouot**

lors de l'Université d'été de Peuple et Culture • 26-29/08/99

"S'engager aujourd'hui : pour quoi, comment ? l'apport de l'éducation populaire"

En 1997, lorsque le maire de Château Vallon a mis en place son programme de conquête culturelle, nous nous sommes sentis obligés de réagir.

Un petit tract, puis un rendez-vous aux colonnes Buren où nous nous sommes retrouvés à 300 personnes : on a senti qu'il y avait là quelque chose de très réactif, sur une cause qui concerne les gens dans leur situation de travail.

On savait qu'au FN, et pour l'extrême droite en général, la conquête du pouvoir passe par la conquête culturelle et, pour nous, fonctionnaires, il fallait prendre position collectivement sur ce thème. L'administration est une organisation pesante, de type militaire, les directives viennent d'en haut et ne permettent pas d'initiatives à la base. Mais, en même temps, les politiques nous demandent de leur apporter des idées, ce qui nous donne une certaine conscience de la responsabilité. Sans empiéter sur le politique et en restant chacun dans son rôle, on s'est aperçu que ce rôle pouvait être un tout petit peu élargi. On a donc décidé de constituer une association pour comprendre et agir. Nous avons besoin d'être mieux informés. Il faut analyser les textes et les positions de l'adversaire, comprendre quelle politique culturelle le FN souhaite mener. Il faut voir l'ennemi en face.

Il y avait la question des bibliothèques, la querelle sur l'art contemporain et, plus largement, la question des cultures urbaines. Par rapport à toutes ces questions, le ministère de la Culture est relativement frileux. Il incarne le bastion du patrimoine, des artistes et de l'action culturelle. Il est beaucoup plus hésitant par rapport aux politiques de la Ville et aux actions interministérielles.

La culture doit donner du sens à la société

Avec l'évolution de la société, on n'attend plus de la Culture qu'elle finance de la danse, de la musique ou des œuvres d'art, mais qu'elle donne sens à la société. Le mot culture est pris dans son sens anthropologique, au sens de civilisation. Dans les réunions interministérielles auxquelles je participe, on ne nous demande pas de l'argent pour faire de la musique. On nous demande d'avoir une vue aiguisée sur la société en train de se faire. Et c'est le champ de l'action culturelle qui est évidemment le plus interpellé à ce niveau-là. En tant que fonctionnaire, il est cependant possible d'agir en militant, surtout sur les terrains de l'action culturelle et des politiques de la Ville.

Les gens qui se sont rassemblés dans le Collectif Culture, dans l'ensemble, travaillent en militants sur leur secteur. Ils avaient déjà pris l'habitude de penser leur travail, non pas simplement en termes de carrière ou d'avancement, mais plutôt par rapport à une certaine idée de leur fonction et de la société.

Les statuts de l'association reposent sur l'égalité des droits. Nous avons également affirmé notre volonté de soutenir les cultures du monde et l'enrichissement mutuel. La formule est un peu vague, mais elle a le mérite de prendre le contre-pied d'une pseudo culture nationale. Face au FN, la première réaction est un réflexe de défense contre les vieux mythes fascistes :

suppression de la liberté d'expression, de la liberté de création. Ensuite, il est important de savoir d'où ils parlent. Et là, on a découvert qu'ils avaient une philosophie de la nature et de la culture, toute une philosophie du monde naturel et animal très cohérente. La femme reste à sa place parce que c'est l'ordre naturel, les enfants aussi, etc. Et, derrière tout cela, une théorie très forte : une seule nation, un seul chef, une hiérarchie des valeurs. Leur "crédô", c'est l'ordre moral et national même si, pour des raisons stratégiques, ils ont préféré se positionner plutôt contre l'étranger.

L'association a édité un premier bulletin sur la question des langues régionales. L'enjeu se situe toujours entre girondins et jacobins, mais la présence en France de tous ces étrangers pose de nombreuses questions. On ne parle plus d'assimilation mais d'intégration. L'opposition entre la Culture et les cultures a-t-elle toujours un sens ? On est à l'aube d'une transformation urbaine. Il va falloir prendre en considération les nouveaux métissages de la population.

Ces enjeux sont les enjeux actuels et, au sein de la Culture, on ressent particulièrement le devoir de travailler et de militer en leur nom, et on le fait dans le cadre de cette association. Les risques ne sont pas considérables. Ils dépendent beaucoup de la personnalité du ministre. S'il y avait un acte d'autorité, il est probable qu'un bon nombre des fonctionnaires se retirerait de l'association. On reste très fragile, mais c'est important qu'on se soit autorisé, en tant que fonctionnaires, à créer une telle association.

En effet, dans le privé, il est facile de militer ; dans le public, c'est autre chose, nous devons respecter le devoir de réserve.

Claude Rouot, août 1999.

## **Charles Piaget : un témoignage d'engagement syndical**

---

Retranscription de l'intervention de **Charles Piaget**

lors de l'Université d'été de Peuple et Culture • 26-29/08/99

"S'engager aujourd'hui : pour quoi, comment ? l'apport de l'éducation populaire"

Charles Piaget habite Besançon. Il a 71 ans. De 1946 à 1983, il a travaillé à LIP.

Syndiqué CFTC dès 1949, puis CFDT, délégué du personnel en 1954, délégué du Comité d'entreprise, délégué syndical, il a enchaîné des mandats, en continu, jusqu'en 1979. Puis il a été membre de la coopérative montée par les LIP en 1980 jusqu'en 1983.

A la retraite depuis 1988, il milite à A.C. (Agir ensemble contre le chômage) depuis sa création en 1993.

Il a participé au conflit LIP en 1973-1974, année suivie d'un autre conflit de 1976 à 1980, soit plus de 5 années très dures.

### **Les années d'apprentissage**

---

1946 : premier emploi chez Lip comme "faiseur d'estampes". Je découvre une entreprise "paternaliste et moderne" et je m'y plais. Fred LIP, le patron, est très en avance : des méthodes de travail modernes, un journal d'entreprise - "Horizons nouveaux" -, une heure et demie de sport par semaine pour les ouvriers. Le vendredi soir, le patron s'adresse à tout le personnel au moyen de hauts parleurs.

1949 : première désillusion. Je découvre que l'entreprise est gouvernée par d'autres considérations que la logique et la reconnaissance du travail bien fait. Un sentiment d'injustice domine. En effet, au retour du service militaire obligatoire, LIP annonce au groupe de jeunes de retour de l'armée qu'ils ne seront pas repris. Nous obtenons un entretien avec le chef du personnel et une semaine après, nous sommes repris. Mais je suis ébranlé, moi qui croyais à la logique et au mérite dans le travail.

1950 : première grève. Une drôle de grève, une grève passive qui ne paye pas. Dirigée contre toute la profession horlogère, la grève concerne une prime de vie chère qui ne suit pas la flambée des prix. Un permanent syndical prend la parole devant l'usine. L'ordre de grève est décidé. Nous rentrons tous chez nous. Au bout de 8 jours, le conflit s'arrête sans que nous ayons obtenu grand chose.

Contre l'individualisme des anciens qui protègent leur situation et leurs salaires en cachant leurs méthodes de travail, une solidarité s'organise entre les jeunes, on s'informe les uns les autres sur les difficultés rencontrées et la manière de les résoudre.

Un jour, une prime est modifiée par la direction, à notre désavantage. Les anciens ne bougent pas. Dans l'équipe de jeunes, je suis désigné avec un autre, pour aller discuter avec le directeur de la mécanique. Le directeur réfléchit, nous obtenons satisfaction. A partir de ce jour-là, je représente, sans titre officiel, les salariés de l'atelier.

1954 : première élection en tant que délégué du personnel, sans le vouloir vraiment. Je suis syndiqué à la CFTC (comme mon beau-frère). Le responsable CFTC de l'usine me propose d'être sur la liste pour les élections de délégué du personnel, en dernière position. Je suis très réticent : les délégués ne sont pas pris au sérieux dans l'usine. Finalement j'accepte et je suis élu.

## **Découverte des injustices et des manipulations de la puissance patronale**

Il est interdit de se déplacer d'un atelier à un autre sauf pour les délégués. Donc, je découvre l'usine. Les mécaniciens sont des "privilégiés". Ils sont mieux payés, ils ont un travail varié et intéressant, une certaine liberté de mouvement et sont plutôt bien considérés. C'est loin d'être le cas dans le reste de l'usine. Je vais de surprise en surprise. Dans un atelier d'horlogerie, c'est le silence total, tout le monde est assis, en ligne, le dos courbé sur l'établi. Le chef est sur une estrade, il domine tout l'atelier. Dans l'atelier de fabrication, autre surprise : ce sont majoritairement des femmes, elles travaillent dans un brouillard d'huile, dans les copeaux, le bruit; les cadences sont terribles (8000 fois le même geste dans la journée) et les chefs à poigne. L'atelier des presses, c'est encore pire, un bruit infernal, des risques continuels pour les mains.

Autre découverte : les manœuvres d'intimidation du patron. En réunion, Fred LIP s'en prend à un délégué CGT avec une violence verbale inouïe. Nous sommes tous terrorisés, muets. Mais, ce n'est pas rare. Tout délégué un peu virulent est dans le collimateur jusqu'à ce qu'il démissionne. Parfois, plus rarement, F. LIP se débarrasse d'un délégué avec une promotion.

La peur est là, partout. Tous les moyens sont bons pour dissuader, individuellement, les salariés de faire grève (attente d'un prêt, d'une augmentation, d'une promotion, etc.). Nous apprendrons plus tard que la liste de ceux qui font grève fait chaque fois l'objet d'un examen attentif par la direction.

Nous nous sentons impuissants, incapables de faire changer les choses. Un jour dans la cour de l'usine, je rencontre un militant : Il veut plus de justice, d'égalité, il veut lutter pour changer la société. Tous ces faits, et bien d'autres, m'ont convaincu. Il faut agir, il y a des injustices inacceptables, mais pour cela il faut changer nos façons de faire.

## **10 ans d'effort pour bâtir une force collective, démocratique**

La peur domine tout, il faut crédibiliser la force collective des travailleurs pour réduire cette peur et ce sera long.

Pour cela :

- il faut connaître les problèmes à fond : nous devons nous former, nous informer, nous investir pour réussir
- il faut informer les salariés par des tracts courts, simples, très bien documentés et qui parlent du vécu de tous les jours à LIP
- il faut savoir écouter les salariés, donc aller vers eux régulièrement, écouter, susciter des débats
- il faut redonner confiance aux travailleurs dans ce qui est collectif
- il faut constituer une équipe syndicale représentative de tous les secteurs de l'usine et des personnes sérieuses, estimées, irréprochables professionnellement. C'est indispensable pour la crédibilité de l'équipe
- il faut responsabiliser les gens, que chacun se sente moteur du changement
- il faut rechercher constamment l'unité avec la C.G.T., l'unité entre les collègues et entre les secteurs de l'usine. Balayer les divisions artificielles mises en place par le patronat.

Nous avons commencé à remporter quelques succès : paiement rétroactif des heures supplémentaires, régularisation de congés payés, négociation d'une grille de salaire unique.

## **Le militantisme, c'est risqué quand on est efficace**

La tentation d'abandonner est forte : en tant que militant engagé, on devient un lieu de conflits entre l'équipe de militants, la famille, les amis, les chefs d'ateliers, etc.

Quand je suis nommé contremaître, le chef du personnel me fait bien comprendre que cette promotion signifie un tout autre investissement professionnel et rien d'autre. Je suis tenté d'abandonner le syndicalisme. La réaction de l'équipe syndicale est très dure et, finalement, je décide de continuer le combat. Pour la première fois, un contremaître est délégué syndical, pour la première fois un contremaître fait équipe avec les O.S., les O.P du 1er collègue.

Il y aura par la suite des séances terribles, mais j'étais bien accroché dans mon engagement, appuyé largement par l'équipe et le personnel, je devenais imperméable à ces rétorsions.

## **1968 le grand tournant**

1968 a constitué une accélération dans la mise en place d'une force collective, démocratique, consciente.

Le lent travail syndical paye. En 1968, la peur a diminué, la crédibilité de l'action collective sérieuse s'est renforcée. A la CFDT, mais aussi à la CGT, nous sommes prêts.

Mai 68 : la grande grève nationale est pour le lundi. A Lip, la décision de faire grève sera le résultat d'un vote démocratique, sans intimidation, dans le respect des minorités.

Enfin, c'est la mise en place de l'occupation de l'usine, nous acceptons la présence de la direction ainsi que celle des cadres hostiles à la grève. Puis c'est l'élection du Comité de grève par chaque secteur. Les LIP, très nombreux, participent et apportent des idées. Le changement est là : une vraie prise de responsabilité des gens.

Résultat : bien sûr les 10 % d'augmentation de salaire, le nouveau SMIG, mais surtout le panneau d'affichage libre pour les syndicats, l'heure trimestrielle d'information et aussi des tabous qui ont sauté :

- l'occupation de l'usine
- la possibilité de se connaître entre les secteurs : des visites d'usine sont organisées
- l'utilisation du matériel de l'usine pour la lutte
- le droit de circuler dans le secteur de la direction pour veiller à l'application des accords de présence réciproques.

## **1968 - 1971**

Le panneau syndical, formidable outil d'information. Nous le construisons : 4 mètres de large sur 2 mètres de haut, éclairé. On peut placer des affiches énormes qui se lisent en 20 secondes (les LIP passent devant le matin pour s'engouffrer dans les ateliers et les bureaux, le soir pour prendre les bus). Fred LIP essayera une seule fois d'arracher une affiche ; nous avons fait venir un huissier, il n'a plus recommencé.

De nombreux petits conflits ont lieu après Mai 68.

Les LIP n'acceptent plus certains règlements d'ateliers ou de bureaux. Nous décidons d'en profiter pour faire une formation syndicale sur le tas.

1970 : on commence à parler aux A.G. plus ouvertement de tout ce qui bloque l'engagement collectif, les tabous, nos peurs et la manière de les combattre : peur de prendre la parole, peur de la direction, le bâtiment directorial est tabou. Mais aussi les

manifs en ville, avec la peur d'être vu, les problèmes avec la famille, les vacances sacrées, etc. Plus tard, on en abordera d'autres : le salaire unique dans la grève (nous faisons les payes), la séquestration, les flics, la violence, l'abrutissement du travail fractionné, etc.

1970 - 1971, un an de lutte chez LIP. Fred LIP décide de frapper. La force syndicale l'a pris au dépourvu, elle s'est constituée progressivement jusqu'en 68 et, à partir de là, d'une manière accélérée.

Il veut réagir, il annonce toute une réorganisation du secteur mécanique, dont la suppression de tout un atelier. Justement, celui dont je suis le chef. Une trentaine de licenciements sont prévus pour atteindre 3 personnes, 3 délégués CFDT influents. C'est trop tard pour lui. La lutte s'organise. Fred LIP agit sans avoir consulté le C.E., sans attendre son avis comme le stipule la nouvelle loi.

Nous devenons les gardiens de la loi, nous affichons partout le texte et nous empêchons le déménagement des machines. Chaque atelier ou bureau dénonce par affiche le véritable but de l'opération et sa solidarité active avec l'atelier concerné.

Fred LIP perd la majorité au Conseil d'administration.

### **La grande lutte 1973-74 et 1976-80**

---

Une multinationale suisse achète LIP. En fait, nous comprenons que les Suisses ont acheté LIP pour la marque et le réseau commercial. Le nouveau PDG laisse dépérir certains secteurs. Il gardera à la rigueur le montage horlogerie et tout le reste disparaîtra. La lutte s'avère difficile, le géant Suisse est inaccessible.

Nous refusons de nous incliner, nous refusons la fatalité. Nous réalisons que nous ne pourrions gagner que si chaque LIP devient un militant qui s'engage dans cette lutte avec toutes ses forces. Pour vaincre, le syndicat devra renoncer à tout contrôler sous peine de freiner, voire de bloquer, les énergies potentielles de tous les LIP. On n'était jamais allés aussi loin dans l'exercice démocratique à Lip.

Dès le début du conflit, plusieurs dizaines de salariés manifestaient le besoin d'une structure en marge des syndicats. "Le comité d'action", structure à part, était né. Ils seront plus de 150 à en faire partie, à préférer ce lieu de débat au nôtre. La tradition syndicale aurait été de refuser, de bloquer toute initiative ne portant pas l'estampille syndicale. Nous ne l'avons pas fait et nous avons fonctionné démocratiquement.

L'A.G. est souveraine, c'est là que résidera le pouvoir final, pour cela il est indispensable de l'informer totalement et de définir les règles ontologiques de l'action. A partir de cette base démocratique, les commissions seront libres.

La lutte a été très dure. On a eu contre nous le Tribunal de Commerce, le Syndic, le Préfet, des partis politiques, le gouvernement, ses forces de police et le patronat.

Ce conflit n'aurait jamais pu atteindre l'ampleur qu'il a connue sans les entorses à l'orthodoxie syndicale de l'époque. Le travail des commissions a été déterminant. Des dizaines de commissions autonomes assumaient tous les compartiments de la lutte avec compétence. Des femmes sont venues nous trouver pour nous dire qu'elles formaient désormais un groupe spécifique. La démocratie s'infiltrait partout.

Le 2ème conflit a duré plus de 4 ans et s'est terminé par la mise en place de 6 coopératives avec 250 emplois, des arrangements de pré-retraite et des reclassements spécifiques pour beaucoup d'autres.

De 850 au départ en 1976, nous nous sommes retrouvés environ 600 quelques semaines après. Le découragement gagnait devant un second conflit qui s'annonçait encore plus dur. Quatre ans après, il y avait encore un peu plus de 400 LIP qui étaient présents tous les jours dans les commissions. Ce chiffre donne à lui seul une idée de l'engagement solide qui existait à LIP.

En 1982, mon épouse décède d'un cancer généralisé, et je commence une grande réflexion personnelle sur mon engagement, sur la place que je tenais à la maison (nous avons 6 enfants), le partage des tâches familiales, beaucoup de regrets.

En 1983, je quitte la Coopérative, épuisé nerveusement, je profite d'un plan de pré-retraite.

### **Nouvelle interpellation, le combat avec les chômeurs**

En 1993, A.C. (Agir ensemble contre le Chômage) se crée à Besançon. Nous sommes une quarantaine, mais aucun chômeur. Plusieurs personnes sont venues me convaincre de donner un coup de main.

On a démarré sur les chapeaux de roue : interventions publiques, articles de presse, manifestations, tracts, réunions publiques.

Mais peu de chômeurs étaient partie prenante. De nouveau, je sens qu'il faut changer notre façon d'agir, il faut commencer par le début. Aller vers les chômeurs, assurer un aller et retour de l'information, base de toute participation ultérieure.

Nous décidons de créer un journal, "Résister", qui nous servira, bien sûr, à donner des infos pratiques, faire des propositions à plus long terme mais, surtout, qui sera un support de discussion. Nous le distribuons à la porte des deux ANPE de la ville à heures et jours fixes. Il a fallu plus de 2 ans pour devenir efficaces, au début nous étions plutôt mal reçus. Les chômeurs refusaient de croire à une solidarité. Ils ont été trop longtemps abandonnés de tous, comme ils disent. Puis progressivement, avec la défense de cas individuels, les discussions, les informations pertinentes, le journal est accepté, le dialogue s'ouvre.

Décembre 97, c'est le grand réveil des chômeurs, nous sommes désormais connus, reconnus, comme interlocuteurs. Notre groupe est composé pour moitié de chômeurs.

Nous avons obtenu un local de la Mairie. Les permanences fonctionnent, tenues par des chômeurs. Nous avons engagé un programme de formation pour s'initier aux problèmes : ASSEDIC, RMI, etc. Nous allons plus loin, en organisant des réunions dans les quartiers, pour une meilleure participation des chômeurs et précaires.

On constate le recul de la culture syndicale, de la crédibilité du "collectif" qui laisse le champ libre aux chefs d'entreprise : écarts avec le code du travail dans les entreprises, lois non respectées.

Les zones industrielles deviennent de véritables zones de non droit, dans un désert syndical.

Mais le combat continue, l'engagement a ses exigences : toujours plus de participation individuelle pour plus de participation collective.

Charles Piaget, août 1999.

# Engagement et désengagement européen des intellectuels depuis la seconde guerre mondiale

---

Re transcription de l'intervention de **Caroline Brossat**

lors de l'Université d'été de Peuple et Culture • 26-29/08/99

"S'engager aujourd'hui : pour quoi, comment ? l'apport de l'éducation populaire"

Cette intervention apportera des éléments de réflexion sur la notion d'engagement européen des intellectuels, à travers quelques périodes clés de la construction européenne. Elle mettra aussi en relief comment les intellectuels ont été suivis puis abandonnés par l'opinion publique, et comment ils se sont réapproprié l'espace européen.

## **I - Engagement des intellectuels pour l'idée européenne et désengagement face à la construction pragmatique de l'Europe (jusqu'aux années 80)**

### **A – Rôle traditionnel des intellectuels auprès de l'opinion et fort engagement européen jusqu'à l'après-guerre**

#### **1) Quelques mots sur la question du « rôle » des intellectuels**

Sans entrer dans le détail des caractéristiques et de la diversité de ce groupe d'acteurs, on peut apporter quelques préalables sur les « fonctions » identifiées par divers sociologues :

- une fonction de réflexion sur l'ensemble des facteurs qui composent la société ;
- une fonction de stimulation et de prise de conscience grâce à leurs connaissances et à leur faculté de généralisation ;
- une fonction, très développée dans la tradition française, de critique et d'engagement. Cette fonction s'est accompagnée d'un rôle important dans la défense et l'illustration des valeurs (tradition du XVIII siècle, affaire Dreyfus).

Aux intellectuels est donc revenu de trouver des idées nouvelles, de résoudre des crises et de participer à la transformation sociale. Ceci les a investis d'une responsabilité.

Leur rôle et leurs fonctions se sont heurtés aux vicissitudes de la construction européenne. Leur engagement pour l'Europe et leur propre image de moteur ont donc aussi évolué.

#### **2) Les intellectuels et l'Europe dans l'immédiat après-guerre**

Il faut rappeler une très forte implication des intellectuels dans l'élaboration de l'idée de l'Europe unie dans les années trente. Les intellectuels de l'immédiat après-guerre ont continué à se sentir étroitement préoccupés par la question européenne, liée à la question centrale et mobilisatrice du maintien de la paix.

C'est une période bouillonnante face à une Europe encore à élaborer, où émergent de nombreux projets de construction européenne essentiellement fédéralistes. Le point culminant en est le Congrès de la Haye en 1948, départ de la construction pragmatique de l'Europe, et forum de nombreux intellectuels et associations.



Il faut d'ailleurs préciser que la construction européenne s'est faite dans un premier temps loin des gouvernés, à la suite d'initiatives provenant des intellectuels et des gouvernants (Unesco – organisation mondiale – en 1946, CECA en 1951, CEE en 1957).

## **B – La disparition de l'engagement européen des intellectuels**

Le désengagement progressif des intellectuels pour la construction européenne s'est accompagné de l'effondrement de leur crédit.

A partir des années cinquante, les idéologies de gauche sont très prégnantes chez les intellectuels et les citoyens, en France notamment où le PCF remporte plus d'1/4 des suffrages : l'Europe est considérée désormais comme un bastion américain (symbolisé par le Plan Marshall).

En fait, les intellectuels - de gauche, de droite ou neutralistes -, se démobilisent massivement de l'organisation émergente sous l'effet de la division idéologique de l'Europe.

Avec la décolonisation, l'intellectuel de gauche commence à porter son regard sur l'extérieur de l'Europe, et ressent un fort sentiment de culpabilité vis-à-vis du Tiers Monde. Le sentiment qui domine est que l'Europe est dépassée par les événements, ses mythes sont peu à peu dévalorisés. L'Europe perd sa situation de référence au monde dans un mouvement de relativisme absolu.

L'intellectuel commence à avoir une mauvaise image auprès de l'opinion et des gouvernements. Sa fonction de représentant des valeurs universelles de la Culture a été menacée, son autorité s'est effondrée. Il s'est discrédité en ne reconnaissant pas ses erreurs politiques. Il n'est plus une référence et n'est plus systématiquement respecté.

L'intellectuel est marginalisé de l'Europe et de la construction européenne. Il s'est retiré vers d'autres sphères de réflexion sur la société : sexualité, avortement, protection du milieu naturel, féminisme, ... Les maîtres à penser et les chefs de file ont disparu dans le climat de doute des années soixante-dix.

La construction de l'Europe est devenue affaire de spécialistes et de technocrates, le domaine de l'économisme. La société désormais extrêmement technicienne a marginalisé des intellectuels ne sachant plus mobiliser l'opinion. La question centrale en Europe n'est plus celle de la paix. Cette Europe a échappé aux intellectuels, et en même temps, ennuie profondément l'ensemble de la société.

## **II - Depuis les années quatre-vingt, renaissance de l'intérêt des intellectuels pour l'Europe, mais absence d'engagement collectif**

### **A - Contribution nouvelle des intellectuels à une réflexion sur le sens de l'Europe**

Dans le désintérêt profond des intellectuels et des citoyens européens pour une Europe qui se construit économiquement, émerge peu à peu un sentiment de crise culturelle, liée au

développement de la consommation et de la culture de masse. En réaction et dans la période 1975-1985, les intellectuels de gauche « réinvestissent » le thème européen et approfondissent l'idée d'une identité culturelle européenne.

Ils se placent en rupture avec l'extension d'une culture de masse uniformisante et s'estiment les garants des valeurs oubliées qui ont fait l'Europe, comme les Droits de l'Homme, la démocratie, longtemps dites « valeurs bourgeoises ».

Ils sont incités à y réfléchir par les organisations européennes qui les avaient écartés. Les intellectuels sont donc restés, malgré tout, des inspirateurs directs ou indirects des gouvernants : ces derniers leur font à nouveau confiance pour se rapprocher et peut-être réveiller l'intérêt – l'engagement ? – des citoyens d'Europe.

Le rôle de l'intellectuel a évolué : il est devenu plus critique que porte-parole d'un engagement collectif. Ceci fait la part belle à la proposition : ce qui peut unir l'Europe, remettre en place des valeurs mobilisatrices pour l'opinion publique, faire le lien avec le passé, donner des réponses aux questions déontologiques suscitées par les applications pratiques des technologies. C'est un rôle réel mais différent qui n'est plus vecteur d'engagement collectif.

## **B - La démocratie et la paix en Europe : des thèmes qui ne sont plus mobilisateurs**

La construction européenne passe d'une dimension purement technocratique à une dimension plus démocratique : actions de promotion des institutions européennes (hymne, drapeau), élection directe du Parlement européen, thème de l'Europe des citoyens avec l'Acte Unique Européen (1986), évolution de l'Europe en acteur politique (AUE, Traité de Maastricht de 1992).

L'engouement populaire qui suivra ces traités et qui peut être couplé avec les événements de 89, ne durera pas. Depuis la ratification du Traité de Maastricht, l'Europe populaire est triste : on méconnaît le Traité d'Amsterdam, on participe peu aux dernières élections européennes.

1989, qui clôt la période de Yalta, va faire souffrir à nouveau l'image de l'Europe, mais dans la question historique du maintien de la paix, chère aux intellectuels. Le conflit yougoslave est, pour l'opinion publique, le premier échec politique retentissant de l'Europe. Du côté des intellectuels, cette question de la paix entraînera des sursauts sporadiques : mais même si les intellectuels savent désormais utiliser les médias, l'opinion restera médiocrement réceptive à leur langage et à l'Europe.

Pourtant, la nécessité de trouver de nouveaux vecteurs de mobilisation populaire est réellement présente, car l'Europe, en étant déterminante de l'avenir, engage de plus en plus la citoyenneté de chacun.

## Militer sans doute, s'engager peut-être, s'associer assurément

---

Retranscription de l'intervention de **Jean-Pierre Rioux**

lors de l'Université d'été de Peuple et Culture • 26-29/08/99

"S'engager aujourd'hui : pour quoi, comment ? l'apport de l'éducation populaire"

Jean-Pierre Rioux est inspecteur général de l'Education nationale, professeur d'histoire et chercheur, fondateur à l'Institut d'Histoire du Temps Présent.

Il est l'auteur, entre autres, de :

*La IVe République*, Point Seuil, 1980

*La Révolution Industrielle*, Seuil, 1980

Il écrit une chronique dans *Le Monde* et participe aux revues *Histoire* et *XXe Siècle*.

Les hommes et les femmes qui, de fil en aiguille, se sont engagés, ont toujours précédé la cause pour laquelle ils s'engageaient. Le militantisme précède l'engagement.

Le militantisme repose sur une idée forte très contemporaine, une idée laïque issue de la Révolution française : l'homme est au cœur de la société, il a la possibilité de maîtriser le temps dans lequel il vit, il a donc la possibilité d'un accomplissement personnel à travers la conscience qu'il prend de l'historicité de son être et de son action.

### **Militer : sans doute**

Avant la naissance, le développement ou le déclin de toute forme d'organisation à travers laquelle on s'engage, avant même toute forme cristallisée d'idéologie de l'engagement, des individus, socialement et culturellement typés, se sont mis en mouvement. L'entrée dans l'historicité, cette bataille contre le temps qui est la source profonde de tout engagement, vient d'un souci de perfectionnement de soi-même. Les formes de militance et d'engagement accompagnent l'être dans une sorte d'éducation permanente de soi-même.

Je partirai donc du militant, car je maintiens que la militance précède l'engagement et qu'elle est le véritable moteur historique du changement.

Le militantisme est d'abord une tension permanente entre l'acteur - assemblé avec d'autres plus ou moins hétéroclites - et un enjeu qui surgit, existe et devient tangible. Cette tension, on la retrouve également entre le militant et l'engagement : jusqu'où faut-il aller, jusqu'où faut-il formaliser cette entrée de soi dans un projet, dans un avenir ?

À rebours de la logique de Sartre, qui a longtemps été hégémonique sur ce thème de l'engagement, l'historien maintient l'idée que, non seulement les personnes sont au cœur de tous ces processus de militance et d'engagement, mais aussi que cette militance et cet engagement ne prennent leur force qu'avec l'avènement de sociétés qui ne sont plus des sociétés d'ordre, mais qui tentent d'être des sociétés démocratiques, des sociétés qui recherchent la participation démocratique de chacun à la vie de la cité.

### • Militer pour changer le monde

Militer c'est réagir à quelque chose et, par son action, affirmer que le destin de chacun en société est de changer le monde. C'est une évidence qui est souvent occultée par des considérations sociologiques ou idéologiques. Mais on s'aperçoit que les militants se battent

pour des valeurs et pas nécessairement au nom d'une idéologie. De nombreux exemples montrent, à travers des expériences historiques, des conflits, des œuvres collectives, y compris des créations culturelles, qu'on se met en branle pour la défense de valeurs qui peuvent être prises hors militantisme. Ces valeurs peuvent être dans une sorte de ciel moral, métaphysique ou politique, sans être un corpus idéologique constitué. Elles peuvent être des fantasmes, des rêves, des représentations tellement cristallisées qu'elles atteignent des dimensions mythologiques.

On peut aussi ériger en valeurs pour la défense desquelles on milite des mythes proprement réactionnaires. Pour l'Action Française, c'est au nom d'une société dont on ne veut pas admettre qu'elle est abolie - l'Ancien régime emporté par le flot de 1789 -, que l'on se mobilise.

Tout le premier syndicalisme français, d'avant 1920, est très largement inspiré, non pas par une idéologie constituée, mais par l'idée que, à travers la grève, on parviendra non seulement au grand soir, mais on parviendra à la participation intégrale du travailleur et de l'action revendicative. La grève est l'instrument à travers lequel cette militance devient une émancipation à petits pas qui, après, arrivera à l'émancipation intégrale. Il y a là, au nom des valeurs, un militantisme qui débouche sur une volonté acharnée, farouche de changement pour accomplir la grande promesse de l'avenir, le grand saut. Bien sûr, le militantisme repose sur des conditions objectives, situations de travail, religieuses et culturelles de chacun. Mais il faut aussi dans l'esprit des gens, un ensemble de représentations qui tissent la trame de toutes ces mythologies, de tous ces mythes, de tous ces espoirs au nom desquels on milite.

Pour permettre les revendications féministes, il a bien fallu qu'il y ait quelque part une conscience sexuée de l'histoire. Il ne s'agit pas d'une conception objective, économique ou sociale, il s'agit d'une représentation. Il a été très difficile de distinguer le combat émancipateur des femmes du combat émancipateur de la classe ouvrière, à travers la lutte des classes. La difficulté des premières féministes avant 1914 a été d'instiller l'idée qu'il faudra bien avoir une représentation sexuée de l'humanité, de l'histoire et de l'avenir, pour que puisse, à travers d'autres luttes, s'exprimer une militance particulière des femmes.

La militance communiste a un référent historique absolu - Octobre -, mais elle a aussi un mythe tout puissant, mobilisateur, c'est la dictature du prolétariat.

Ces représentations évoluent naturellement. Elles peuvent se nourrir les unes les autres. Elles peuvent convoquer du passé pour mieux fabriquer de l'avenir. Rejouer Octobre a ravivé le vieux rêve insurrectionnel du XIXe siècle, le communisme français a pu notamment se réapproprié et exploiter le rêve de la Commune de Paris.

Militer c'est donc d'abord un combat pour des valeurs, des représentations mobilisatrices. Il faut aussi bien sûr un contexte, des occasions favorables, des éléments porteurs. Mais ce sont bien des représentations collectives qui dessinent l'espace où les luttes militantes émergent et, peu à peu, acquièrent droit de cité.

- Militer pour conserver des acquis

On milite pour changer la vie, mais aussi pour profiter d'un droit ou d'un acquis venu des luttes ou octroyé hors militance. En France, ce sont bien les métamorphoses et les progrès du droit républicain qui ont suscité, secrété du militantisme, pour gérer le droit acquis, pour

l'amplifier, pour veiller à ce qu'il ne soit pas remis en cause, pour passer d'un droit à un droit plus large.

Toutes les formes d'organisation du militantisme ont profité de ce droit extérieur pour s'afficher, s'organiser, s'exprimer. La loi de 1884 sur les syndicats, celle de 1901 sur l'association - véritable conquête du mouvement syndical -, pour arriver, en 68, aux heures de délégation de la section syndicale d'entreprise. Les historiens ne peuvent pas mesurer exactement en quelle proportion le mécanisme de gestion de ce droit, conquis ou octroyé, secrète du militantisme, mais probablement en proportion très forte.

Les sociétés deviennent de plus en plus des sociétés de droit. Le droit s'instille dans toutes les formes de la vie sociale et développe une formidable aspiration à la médiation et à la négociation. Dans une société de ce type, on comprend bien que puisse se développer un militantisme pour conserver des acquis plus vite qu'un militantisme pour changer la vie au nom des valeurs, au nom d'un avenir plus ou moins mythique. Le militantisme "de conservation", vigoureux, surtout chez les plus jeunes, pose quelques problèmes aux vieux militants. Cela explique au fond la force du droit, la force du statut, la force d'un légalisme que d'aucuns pourraient appeler bourgeois. Cela explique sans doute très fortement pourquoi, en France, on milite. Le militantisme prospère dans les territoires bien protégés et tend à désertier les zones de non droit. Le statut a un effet cumulatif. La délégation du droit, la possibilité de prendre un peu ses aises, dans des secteurs au fond bien protégés, suffit à canaliser les forces militantes disponibles sans qu'on ait vraiment le soucis de partir à la conquête de nouvelles terres citoyennes en friche.

Militer nécessite d'avoir un rapport constructif au temps. Affirmer qu'un être - en s'associant à d'autres - peut tenter de lier le passé, le présent et l'avenir. Le militantisme joue de l'historicité de l'être, mais est aussi une gestion. Il est sous les doubles auspices de la fonctionnalité et de l'intentionnalité. On veut changer le monde, mais on exploite aussi le droit de le maintenir en l'état. Il y a donc, une espèce de dialectique constante entre le pouvoir et le vouloir qui suffit peut-être à singulariser la militance.

- Militer pour acquérir une identité ou le don de soi

Dans le militantisme il y a ce qu'on appelle communément le don de soi : le don de soi pour être soi-même et pour s'ouvrir aux autres. Toute pratique militante postule un don de soi, d'intensité variable, mais toujours don de soi aux autres.

L'action militante elle-même, dans sa diversité, conduit toujours à tenter de convaincre, tenter de rallier au nom de sa propre expérience, de sa propre disponibilité, au nom de son propre choix. On a pu considérer l'engagement comme une ascèse et, peut-être même, une forme laïcisée du sacrifice judéo-chrétien. Le goût du sacrifice peut aller jusqu'à la haine de soi, la haine de sa classe.

Don de soi, mais aussi recherche d'une identité. À travers son sacrifice, le militant croit acquérir une identité qui lui faisait défaut. Le militantisme est un moyen de reconnaissance potentielle, puis effective, qui n'existerait pas sans lui.

Combien d'orphelins, d'exclus, de gens en situations personnelles ou familiales instables ou momentanément complexes, recherchent dans le militantisme une identité ou un moyen de restaurer une identité défaillante.

- Militer pour sortir de sa condition.

Le militantisme est aussi une voie privilégiée pour sortir de sa condition. C'est une formidable école qui permet d'aborder des processus d'ascension sociale et culturelle en ayant le sentiment de ne pas trahir pour autant son milieu de départ. Le militant est un fils du peuple comme Michel Thorez.

Le militantisme est donc, une école de substitution, avec toutes ses générations d'autodidactes. Il a été un moyen extraordinairement puissant de formation des gens depuis un siècle et demi.

- Militer pour se sociabiliser

Le militantisme est un extraordinaire facteur de sociabilité, avec ses rites, ses pratiques, ses événements : congrès, universités, fêtes.

C'est quelque chose de très important et de très intéressant à analyser historiquement. Comment, par exemple, le mécanisme de congrès devient de plus en plus festif. Au moment de la désillusion de fond sur le politique, il faut sur-ajouter de la fête et s'offrir le plaisir de côtoyer les élus, les chefs, les sous-chefs, les moyens et les petits chefs... (dans les organisations qui ont un peu le sens hiérarchique).

"Ils avaient tout donné au parti, dit Sartre, qui leur a tout rendu." La règle monastique est récompensée par de la respectabilité, de la sociabilité.

Ce point sur le militantisme ne serait pas complet si on n'abordait pas le discours actuel sur la fin des militants. J'énumérerais seulement les grandes têtes de chapitre.

Le discrédit idéologique, les mutations sociales alimentées par la crise, la crise ou la souffrance des identités collectives qui dépassent très largement la dimension des mutations sociales elles-mêmes. Mais aussi la satisfaction progressive des revendications qui éteint le militantisme, sauf à ré-exhumer la valeur, à la sublimer, la rajeunir. "Quand on est allé le plus loin possible, comment continuer ?" C'est l'exemple de la lutte pour l'avortement.

Il y a bien quelque chose, dans la crise du militantisme aujourd'hui, qui tient au progrès, dans nos sociétés, de ce que l'on pourrait appeler une culture de masse. Au moment où, statistiquement, tout Français passe plus de temps à lire, écouter de la musique, regarder la télé qu'à travailler, il passe plus de temps d'abord à consommer des produits de culture de masse. En même temps que la consommation de masse de produits culturels de masse, on enregistre une formidable révolution culturelle que la dernière enquête du ministère de la Culture révèle : la révolution de l'appartement. La consommation culturelle se replie sur les activités personnelles et familiales avec l'équipement de l'appartement et prend donc à revers et à rebours toutes les politiques culturelles de l'Etat, des régions, des municipalités. Les politiques publiques et d'équipement sont mises à mal.

### **S'engager peut-être.**

Avec l'engagement, l'affaire devient plus compliquée. Il n'y a plus l'innocence d'un militantisme quasi instinctif qui voulait changer la vie au nom d'une valeur. S'engager a un sens beaucoup plus large, va beaucoup plus loin. Les racines sont historiquement autrement plus lointaines que la naissance et le développement de nos sociétés démocratiques. Le mot même d'engagement a une teinture féodale : le vassal s'engage envers son seigneur par l'aveu

qui scelle son allégeance et sa foi. Il a une allure militaire. Effectivement, l'engagement est un acte de bidasse qui s'engage pour un temps donné face à un sergent recruteur. Il a aussi une teinture religieuse qui prend la forme des vœux religieux. Le mot engagement porte toujours les notions de durée, de renoncement à sa volonté propre, de renoncement à soi-même. Contrairement au militantisme, ce n'est plus la liberté d'agir qui donne sens à l'action militante, c'est une forme de lien personnel. L'individu se lie par son engagement et, du coup, le désengagement est toujours un parjure et, peut-être même, une trahison, du moins à ses propres yeux. Quelle force il faut pour se désengager sans, en soi-même, estimer qu'on a trahi !

Les formes historiques de l'engagement sont très directement liées au XIXe siècle. Il est intéressant de les connaître pour comprendre la parenthèse de l'engagement au XXe siècle. Il y a une forme historique très simple qui est l'intervention prédéterminée. On se met en marche pour une cause plus complètement, plus largement, plus profondément que par un simple militantisme ; on le fait parce que quelque chose est intolérable. C'est l'engagement de quelqu'un comme Bartolomé de Las Casas : parce que la situation que, nous, chrétiens, faisons aux Indiens d'Amérique est intolérable, moi, je m'engage y compris devant le tribunal ecclésiastique.

L'intolérable, la compassion, le spectacle de la souffrance, la responsabilité dans le malheur du monde, c'est quelque chose qui a pris corps à la Renaissance et avec la Réforme. L'engagement, c'est l'affaire du XVIe siècle, à une époque où était déjà en marche ce qui deviendra la laïcisation moderne. On s'engage contre tout ordre providentiel des choses, par soucis d'un progrès de l'histoire, ou par soucis d'un progrès tout court. Les grands historiens du XIXe siècle ont très bien vu et très bien dit comment cette espèce de jonction de la Réforme et de la Renaissance débouchait tout droit sur l'idée fondamentale des Lumières et de la Révolution.

Puis, la Révolution française a commencé à changer les choses. Car c'est à partir de la Révolution française que l'engagement, qui est toujours un engagement contre un ordre, contre l'intolérable, devient aussi un engagement au nom d'une régénération de l'homme : un jour viendra... L'histoire a un sens... L'horizon est visible... C'est vrai, aussi parce que certains le disent et nous l'affirment. Les philosophes ont joué un rôle fondamental qui va être repris par les écrivains au XIXe siècle. C'est Victor Hugo, Michelet...

Pourquoi s'engage-t-on au XIXe siècle ?

On s'engage sur des objectifs qui ont de plus en plus des allures démocratiques même s'il peut y avoir des engagements contre-révolutionnaires. Pour l'essentiel, on s'engage au XIXe siècle pour accompagner, promouvoir et accomplir les promesses de 89 : démocratie, liberté, suffrage universel, libre-pensée, Nation, Peuple. De fil en aiguille, l'engagement qui va devenir le plus structuré, le moins mal organisé, va être l'engagement au nom de la cause du peuple qui devient la figure centrale de l'engagement, le référent le plus stable.

Ce peuple pour lequel on s'engage, au sein duquel on cherche à secréter les élites qui vont le conduire ou l'aider à s'accomplir, cette classe ouvrière, la masse, le prolétariat, c'est la question sociale finalement. On part d'un engagement dans le droit-fil idéal du politique, de 89, pour arriver à un engagement qui se donne une épaisseur sociale en proportion de l'angoisse que suscite la question sociale.

Le paupérisme, la misère, le travail, etc. Quel pouvoir a la loi ? Quel rôle a l'Etat ? Dans cet engagement à consonance sociale si forte, beaucoup considéraient que ce peuple qui cherche à s'émanciper, qui veut s'émanciper, peut s'émanciper lui-même. Sans le secours d'intellectuels et de bourgeois, il pourrait y avoir, au nom de la classe ouvrière, une autonomie ouvrière de l'engagement. C'est la grande tentation. Avec ses seules forces, la classe ouvrière inventerait des types d'engagements qui seraient porteurs d'émancipation intégrale.

Vers 1914, le divorce est consommé. D'un côté, dans le droit-fil des Lumières et de 89, on trouve l'engagement des intellectuels depuis l'affaire Dreyfus : on s'engage sur des valeurs, sur le droit, c'est l'intervention classique qui débouche sur le militantisme classique. Au nom de l'injustice, au nom de l'individu, au nom du refus du racisme... Et, de l'autre côté, il y a l'engagement au nom d'une classe ouvrière consciente et organisée qui va s'émanciper. Certains l'analysent comme le mouvement social lui-même qui, sans secours du politique, sans secours de l'idéologique, sans secours des grandes valeurs bourgeoises, va seul porter l'accomplissement révolutionnaire des choses.

Divorce entre une sorte de droit bourgeois de l'engagement et un engagement porteur de révolution sociale. Tout s'est ensuite bousculé avec la Grande Guerre et la Révolution russe. En France, l'autonomie ouvrière n'a pas marché. Par contre, le putsch d'Octobre réussit et joue à plein pour tous les mécanismes d'engagement : Octobre a capté une bonne part de l'immense vision du peuple, puis de la classe ouvrière, au profit du parti, au profit d'un communisme qui redéfinit le militantisme ouvrier comme devoir de classe.

Le XXe siècle a pu être appelé le siècle de l'engagement. En fait, le XXe siècle, siècle de l'engagement, ce n'est jamais qu'un demi-siècle, de 1918 à 1968 exactement. Avec des temps forts, dans les années 30 et 60.

L'usage du mot lui-même, donne une chronologie intéressante. Le mot d'engagement n'est fréquemment attesté que dans le milieu des années 20 et les occurrences restent très fortes jusque dans les années 50 ; avant, peu de choses, après, de moins en moins. Un demi-siècle au cœur du XXe.

- Les modèles de l'engagement.

Pourquoi cette force pendant un demi-siècle de l'Engagement avec un grand E ?

Notre société voit se renforcer le droit et évoluer le politique. Cela se passe dans le cadre républicain, où on légalise quantité de choses : associations, partis, syndicats, on délègue, on donne du pouvoir. C'est une lutte, c'est une conquête, ce n'est pas toujours très évident, mais cela existe.

On est donc passé, pendant ces 50 années, de l'engagement pluriel circonstancié, très militant, à l'engagement unique, uniformisé, univoque, à travers lequel il ne s'agit plus de vivre en s'engageant, mais d'être engagé.

C'est la force relative, mais évidente, du modèle communiste. Un engagement caractérisé, non plus par ses valeurs, ses motifs, mais par les êtres nouveaux qui l'assument. Cet engagement a envahi la totalité, ou pourrait envahir la totalité de leur être pour les constituer comme personne. Le modèle communiste a déteint y compris chez ceux qui le récusaient. Dans l'histoire politique du mouvement ouvrier français, les militants et les



organisations avaient toujours la hantise d'être différents et pareils en même temps. Une section n'est pas une cellule, mais il faut coller autant d'affiches qu'eux.

Les historiens et politologues ont fait une quantité d'études sur les formes de l'adhésion et de l'engagement léniniste :

- l'adhésion-émotion : c'est toute la symbolique de la sociabilité : l'adhésion à la fête de l'Huma, l'adhésion à la suite d'une manif réussie où on a été embarqué par des copains de travail, l'adhésion à la suite ou pendant la grève ;

- l'adhésion-régularisation : c'est le sympathisant, le compagnon de route qui a fait son chemin de Damas, qui prend la carte avec tous les timbres si possible et, pour celui qui n'a pas tous les timbres, le chemin de Damas devient moins éclairé ;

- l'adhésion-imprégnation : c'est évidemment ce qui donne les plus purs, les plus irréductibles. Le compagnonnage dans tel milieu de travail, telle municipalité, telle organisation de la section du parti, fait que, dès le plus jeune âge, on suit un cheminement qui conduit à l'adhésion. Cette adhésion, moins idéologique qu'existentielle, va déboucher sur l'engagement si l'on veut vivre et rester communiste. D'où un engagement conforme aux exigences du parti puisqu'on entre dans une organisation totale qui dit le monde et qui ne se contente pas de dire son avenir, qui dit le monde tel qu'il fonctionne, tel qu'il devrait être, tel qu'il devrait être transformé par l'avant-garde qui organise le savoir révolutionnaire.

Lorsque l'engagement, avec soumission aux exigences du parti est acquis, on peut militer de manière plus multiforme, y compris dans tout ce que le parti communiste naguère, appelait son système d'action : syndicat, organisation de masse, satellites, municipalités, etc. Le militantisme, dans la contre-société, ne vaut que si l'engagement au parti est acquis. S'engager, c'est croire. Militer, c'est pratiquer.

- Le modèle des intellectuels

À côté du modèle communiste, a perduré un modèle qui est, au fond, le vieux modèle intellectuel d'engagement : affaire Dreyfus, fascisme des années 30, résistance et même collaboration, guerre froide, guerre d'Algérie, etc. Il s'agit d'un engagement pour une action d'opinion qui peut être temporaire. C'est une bataille d'opinion, avec pétition, recherche de la preuve, mobilisation par réunions publiques, éventuellement création d'un mouvement, d'une association, d'une ligue pour promouvoir l'action. Là, c'est la cause qui toujours fait l'engagement. L'engagé n'est défini que par son engagement. On s'engage contre le racisme, on s'engage contre ou pour je ne sais quoi, mais on reste un travailleur social, un artiste, un prof...

À partir de 45, à côté du modèle communiste et du modèle intellectuel, il y a eu d'autres formes d'engagements, et non pas des modèles

Du côté des modèles, il y a eu le modèle communiste avec tous les effets syndicaux et associatifs possibles. Il y a eu également le modèle intellectuel, à partir de l'affaire Dreyfus. Et, à côté, il y a eu des formes, et non pas des modèles d'engagement.

Il faut signaler la force de la construction, en milieu chrétien, de formes laïcisées d'engagement, pour des catholiques ou des protestants qui ont appris, en inventant des formes d'engagement dans la cité, à vivre chrétiennement la démocratie, à vivre la laïcisation de la société depuis 1905, à vivre au fond un catholicisme ou un protestantisme post

séparation, post ralliement à la République. Avec un retour sur soi-même considérable qui a suffi à être un moteur très puissant, il fallait accepter que le lien social soit construit laïquement et non plus hérité du passé (monarchie) ou donné par Dieu. On peut faire la liste des multiples formes d'engagement que représentent le scoutisme, l'Action Catholique, l'Action Protestante... Les aspects et les traces que l'on trouve dans le mouvement syndical français, que l'on trouve probablement à Peuple et Culture aussi.

Les modèles d'engagement montrent que, non seulement, il peut y avoir des types d'engagements qui diffèrent, mais qu'il y a eu aussi des moments et des événements historiques qui les ont fait trembler, qui les ont effrités.

Deux moments sont fondamentaux.

La Résistance, évidemment. On commence à bien connaître comment, à travers les buts non pas divers mais multiples de la Résistance, on a pu inventer des formes d'engagement. Cela a pu être temporaire chez certains, mais cela a pu rebondir chez d'autres qui mêlent la bataille d'opinion, les prolétaires, l'avenir révolutionnaire, le rôle de la vie quotidienne. Le temps de guerre a été un grand moment historique où on a essayé de faire sortir de ce quotidien si difficile des années noires, de l'action, de l'engagement à travers ce qui s'est appelé la résistance civile.

Et bien sûr, le déchirement et la rupture plus forte : Mai 68.

### **S'associer assurément.**

L'engagement, aujourd'hui, ne renvoie pas seulement à la capacité de lutter, de contester, mais il s'est probablement complexifié, médiatisé, il a été envahi par la culture de masse. Ce sont toutes les formes si variées et si riches de l'affirmation de la liberté de l'individu qui ne veut pas lâcher la proie pour l'ombre dans la forme d'engagement qu'on lui propose. Face à cette pluralité de tâche qui va se substituer à l'unicité de la cause de l'engagement, on a la chance d'avoir un cadre assez solide qui est l'insusable loi de 1901 : un cadre associatif sous exploité, sous valorisé, trop peu connu, à travers lequel il y a peut-être des formes et des types d'actions à inventer.

Jean-Pierre Rioux, août 1999.

## S'engager contre, s'engager pour

---

Retranscription de l'intervention de **Joseph Rován**

lors de l'Université d'été de Peuple et Culture • 26-29/08/99

“S'engager aujourd'hui : pour quoi, comment ? l'apport de l'éducation populaire”

Je suis entré à Peuple et Culture en octobre 1945, quelques mois après être revenu du camp de concentration de Dachau et avoir fait un peu le tour de la France que je redécouvrais. Nous n'avions pas eu la joie de participer à la Libération et il fallait se retrouver dans une France différente : différente de celle de la Résistance mais aussi de celle d'avant la guerre.

Dans cette société différente, qui redevenait une démocratie, avec une politique différente, j'ai trouvé un mouvement qui avait été créé par des amis résistants. Rendre la culture au peuple et le peuple à la culture. Mes amis se reconnaissaient dans cette devise qui fut la nôtre et qui est encore la vôtre aujourd'hui. En quelque sorte, il s'agissait de continuer ce qui avait motivé notre engagement dans la Résistance face au pouvoir hitlérien et face à ses collaborateurs français.

Quand nous sommes revenus de Dachau et que nous avons fait Peuple et Culture, nous savions justement que c'était pour empêcher qu'il y ait de nouveaux Dachau, ce qui impliquait aussi que nous ne fassions pas la confusion entre le mal absolu, que représentait la dictature hitlérienne, et le mal relatif, que pouvait représenter tel ou tel moment de l'histoire d'une relative démocratie toujours améliorable, alors qu'il est évident qu'il n'y a aucune amélioration possible à la dictature.

Il est essentiel de bien comprendre la différence entre ces deux engagements qui sont l'un et l'autre nécessaires : l'engagement contre, le combat contre le mal quasi absolu, les dictatures qu'elles soient hitlérienne ou stalinienne, et l'engagement pour, le combat pour améliorer la société qui nous entoure.

La situation dans laquelle nous vivons est le fruit de centaines d'années de construction humaine. Il est vrai que beaucoup de gens sont malheureux dans cette situation. Mais par rapport à tous les autres moments de l'histoire humaine, le moment dans lequel nous vivons est certainement le moins mauvais qui ait jamais existé. L'engagement doit d'abord reconnaître cela pour être capable d'agir.

Face au mal absolu, il n'y a que le refus absolu.

Mais nous devons aujourd'hui agir pour améliorer le monde dans lequel nous vivons, pour réduire les contradictions qui l'habitent.

Je disais tout à l'heure, en voyant là des photos de manifestation de chômeurs ou de mal logés, que nous nous trouvions face à une contradiction : ceux qui n'ont pas connu ce monde seraient bouleversés de voir à quel point il est bon et, en même temps, nous, nous savons à quel point il est mauvais. Surtout, nous savons que nous ne pouvons pas lutter pour son amélioration si nous n'avons pas en permanence la conscience de sa fragilité, ni du fait qu'une grande partie de l'humanité n'y participe pas encore.

Le monde dans lequel nous vivons est imparfait mais nous pouvons y agir par des engagements de type rationnel. L'améliorer, faire qu'il y ait moins de gens sans travail, moins

de gens sans logement, tout en sachant que ce que nous faisons chez nous, nous devons l'exiger en Indonésie ou en Malaisie.

J'ai plus de 80 ans, j'ai une longue vie d'engagement derrière moi. A ce titre, je souhaite, en tant qu'historien, universitaire et journaliste, mais aussi en tant que militant d'éducation populaire, vous livrer un message : pour garder une véritable indépendance européenne face à des gens pour qui le seul problème c'est le rendement du capital, nous devons aussi nous engager, avec nos faibles moyens, avec nos faibles forces, pour que la Chine devienne un pays où il fasse bon vivre et que l'Amérique soit obligée de tenir compte du fait qu'il y a d'autres raisons d'être au monde que la satisfaction des actionnaires capitalistes. Tout ceci nous devons le faire en pensant que nous vivons, par rapport aux générations qui nous ont précédées, dans le moins mauvais des mondes qui ait jamais existé.

Joseph Rovin, août 1999